

MANIFESTATIONS ET OCCUPATION DE L'ANR

La journée du jeudi 27 s'est traduite dans plusieurs villes, et en particulier à Paris, mais aussi sur les ondes des radios, par une réelle résonance des revendications globales que nous portons pour la recherche, pour l'enseignement supérieur, pour nos statuts, pour une réelle formation des enseignants.

A Toulouse, en particulier en prolongeant le succès national de la journée d'action IUT de mardi dernier, un important cortège a traversé la ville. A Grenoble, Strasbourg, Bordeaux, Tours, etc., des initiatives, parfois spectaculaires, preuve de la détermination exaspérée de nombre d'universitaires et de l'attachement partout à un système de recherche associant les synergies organismes de recherche/universités dans le respect des statuts spécifiques des personnels. Le refus du démantèlement du CNRS, pour lequel le conseil d'administration était convoqué aujourd'hui, s'exprime partout avec force particulière dans le secteur sciences de la vie pour les disciplines liées à l'informatique et bien sûr dans les sciences humaines et sociales.

A Paris, déjouant le pitoyable cache-cache organisé par le ministère qui a déplacé le lieu où se tenait le conseil d'administration du CNRS (pour obtenir les votes qu'il souhaitait), des centaines de chercheurs et d'universitaires étaient sur place et plus tard, environ 4000 manifestants ont défilé du ministère à l'ANR. La présence SNESUP était importante. La manifestation comptait aussi des personnels de l'administration centrale des ministères de l'éducation et de l'enseignement supérieur (ils avaient le matin même bloqué le ministère, de l'intérieur !) qui s'opposent là aussi à un démantèlement des missions (en particulier, les statistiques et la prospective).

Depuis 13 heures ce jeudi, les locaux de l'ANR situés près de la gare de Lyon ont été envahis par une partie des manifestants parisiens. Une vingtaine de personnes, pour l'essentiel en situation précaire -et cette précarité étant fortement liée au poids des contrats ANR-, envisage d'occuper les lieux.

A 15 heures, une conférence de presse s'est tenue sur place pour expliquer les raisons de cette mobilisation nationale et marquer ce début d'occupation. Alain Trautmann, Bertrand Monthebert, Jean Fabbri, ainsi qu'un doctorant précaire ont pris la parole.

A 18 heures, cette occupation se prolonge, une centaine de personnes se trouvant dans le hall de l'ANR. Nous ne savons pas si les forces de police seront appelées pour intervenir d'ici la fin de l'après-midi ou dans la nuit. Si elles le font, ce sera évidemment sur ordre du ministère.

Cette initiative d'occupation devrait permettre d'attirer l'attention, une nouvelle fois et sous un autre angle, sur le caractère nocif des politiques gouvernementales en matière de recherche et d'enseignement supérieur. Notre organisation syndicale, clairement présente depuis le début de ces mobilisations et y compris sur place, appelle à donner de l'écho à cet événement. Nos objectifs revendicatifs couvrent un très large éventail d'enjeux (emplois, budget, statuts, IUT, formation des enseignants, revalorisation, refus de la précarité, etc.). La participation croissante des collègues, sur des thèmes et des formes diverses, aux mobilisations de ces dernières semaines : manifestation du 19 octobre, grève du 20 novembre, et, plus nombreux encore ce 27 novembre, des milliers de manifestants, appelle l'ouverture de négociations avec le ministère. Au-delà de Valérie Pécresse, c'est au président de la République et au premier ministre d'entendre les revendications fondées des collègues pour l'amélioration du service public dans notre secteur : rétablissement des 1000 emplois supprimés au budget 2009, abandon des décrets explosant le statut des enseignants-chercheurs, refus du démantèlement du CNRS, etc.

Le SNESUP appelle à l'élargissement de la mobilisation, poursuite de la signature de la pétition électronique « statuts », relance des assemblées générales et toute initiative décidée localement susceptible d'entraîner l'adhésion d'un nombre croissant de collègues et d'étudiants... et, avec toute la FSU, à la construction unitaire d'un mouvement puissant début décembre.

Une absolue priorité, amplifier les signatures

<http://www.recherche-enseignement-superieur.fr>

PEDR campagne 2009 : les résultats sont en cours de notification dans les établissements ; en cas de refus, saisissez la commission de recours (dernière occasion de recours national avant transfert de la PEDR aux établissements). Envoyez impérativement un double de votre courrier de recours, accompagné de votre dossier de demande initial sur recherche@snesup.fr

Campagne de qualification, réouverture de la procédure antarès (cf arrêté du 5 novembre)

La déclaration de candidature est déposée sur le site internet du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche à partir du 14 novembre 2008, à 10 heures, heure de Paris, jusqu'au 22 décembre 2008, à 16 heures, heure de Paris : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr>, rubrique « emploi dans l'enseignement supérieur et la recherche », puis « ANTARES ». Les candidats ayant déjà déposé une candidature en application de l'arrêté du 7 juillet 2008 ne doivent pas renouveler cette candidature.